



09

nov.  
2018  
▲ Niv. 2L'État a  
répondu

Grèce

n° 102/2018

Création de l'alerte : 24 sept. 2018

## Trois journalistes de Fileleftheros détenus après le dépôt d'une plainte pour diffamation par le ministre de la Défense

SOURCE DE LA MENACE ▶ Etatique

CATÉGORIE ⓘ ▶ Détention et emprisonnement de journalistes

**AUTEUR :** Index, AEJ, CPJ, FEJ/FIJ

Le 22 septembre 2018, trois journalistes du journal grec Fileleftheros ont été arrêtés par la police après que le ministre de la Défense, Panos Kammenos, eut déposé une plainte pour diffamation à l'encontre du journal au sujet d'un article relatif à une supposée mauvaise gestion des fonds de l'UE destinés à aider la Grèce à faire face à la crise migratoire. Le 23 septembre, ils ont comparu devant un procureur, qui a ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire pour déterminer si les éléments constitutifs d'une diffamation étaient réunis et a ordonné la libération des journalistes.

### INFORMATIONS ADDITIONNELLES ▼

- ➔ Article publié sur Mapping Media Freedom : "Greece: Three journalists detained after defence minister files libel suit"

### RÉPONSES DE L'ÉTAT ▼



09 nov. 2018 | Réponse des autorités grecques (Ministère de la Protection du citoyen)

- ➔ Lettre de la Représentation permanente de Grèce auprès du Conseil de l'Europe

### SUITES DONNÉES ▼

**OSCE** 27 sept. 2018 | Le représentant de l'OSCE dénonce l'arrestation de journalistes grecs à la suite d'une plainte pénale en diffamation déposée par le ministre de la Défense et demande la dépenalisation de la diffamation.

